

CENTRE INTERMINISTÉRIEL DE CRISE

POINT DE SITUATION

21 Octobre 2020 à 20H

1. SITUATION NATIONALE

Présentation de la situation sanitaire générale (cf [tableau de bord national](#))

L'ensemble des indicateurs épidémiologiques sont à la hausse avec une progression rapide de la circulation du virus sur la majorité du territoire qui touche désormais les zones rurales.

Vulnérabilité des départements : pas de changements par rapport à la veille

- **Limité** : 0 département (0%)
- **Modéré** : 10 départements (9,9 %)
- **Élevé** : 91 départements (90,1 %)

- Carte du taux d'incidence et du bilan des tests réalisés : [annexe 1](#).

- Carte du nombre d'admissions hospitalières : [annexe 2](#).

2. MISE EN PLACE DU COUVRE FEU

La mesure de couvre-feu est globalement bien acceptée. Aucun incident n'est à signaler.

Dans la nuit du 20 au 21 octobre, les FSI ont procédé au contrôle de **8 748 personnes** et dressées **1 080 verbalisations** dans les zones concernées par le couvre-feu. Depuis le 17 octobre, ce sont plus de 4 777 PVe qui ont été dressés (chiffres ANTAI intégrant les verbalisations des polices municipales).

Arrêtés préfectoraux :

Dans le cadre de l'entrée en vigueur du décret du 16 octobre prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire **409 arrêtés préfectoraux ont été enregistrés** et recensés par le SHFD. Tous les départements ont adressé leur(s) arrêté(s).

3. IMPACTS ECONOMIQUES

En Seine-Maritime, le Collectif événementiel Normandie (traiteurs, loueurs de salles, fournisseurs...) appelle l'ensemble des professionnels locaux touchés par les mesures sanitaires (culture, loisirs, hôtellerie-restauration) à se rassembler symboliquement jeudi 23 octobre sur l'esplanade de la préfecture de Seine-Maritime, pour alerter une nouvelle fois l'opinion publique sur leur situation financière catastrophique. Une délégation sera reçue par l'autorité préfectorale.

4. SITUATION DES INTERVENTIONS DES SAPEURS POMPIERS

Le nombre d'interventions liées au Covid-19 réalisées par les sapeurs-pompiers depuis le 18/10 est de **587** soit une diminution de **- 10 %** par rapport à la veille.

Le nombre cumulé d'interventions liées au Covid-19 depuis le début de la crise est de **139 059**. Les variations les plus importantes du nombre d'interventions liées au Covid-19 depuis le 20/10 concernent les départements suivants :

21 octobre/ Département	Ecart J-1
77 - Seine-et-Marne	+ 100
75 - Paris	+ 80
62 - Pas-de-Calais	+ 31
91 - Essonne	+ 26
78 - Yvelines	+ 25
95 - Val-d'Oise	+ 24
38 - Isère	+ 23
69 - Rhône	+ 22
76 - Seine-Maritime	+ 17
972 - Martinique	+ 17

5. SITUATION INTERNATIONALE

40 862 940 cas confirmés
(+ 398 179 en 24 h)

27 953 568 personnes guéries
(+ 215 284 en 24 h)

1 126 142 décès
(+ 6 773 en 24 h)

** Source : Johns Hopkins, données du 21/10/2020 à 13h30*

Les indicateurs de la tendance mondiale demeurent au rouge avec un total de 189 pays touchés. L'OMS a averti en début de semaine que des niveaux de mortalité 4 à 5 fois supérieurs à ceux d'avril pourraient subvenir d'ici janvier si rien n'était mis en œuvre pour lutter efficacement contre la progression de l'épidémie. L'organisation rapporte également que le COVID-19 est désormais la cinquième cause de décès mondiale.

Aux **Etats-Unis**, la propagation de la pandémie repart à la hausse dans 44 États. La région du Midwest est celle où la progression est la plus sensible, probablement liée à la baisse des températures qui pousse les personnes à se rassembler dans des lieux clos. La lassitude ressentie par la population face aux mesures de restrictions pourrait aussi participer à cette nouvelle hausse. Sur la façade atlantique, le Connecticut a connu un taux de progression des contaminations sur 7 jours de +60%. Il n'est cependant pas à exclure que ces fortes progressions soient liées à la forte hausse du nombre de tests réalisés et non à une forte évolution des nouvelles contaminations. L'État de New York a testé l'intégralité de sa population scolaire.

La fermeture des frontières terrestres avec le Mexique et le Canada a été prorogée jusqu'au 21 novembre. Si du côté américain, le souhait d'une réouverture a été exprimé, le gouvernement canadien, par la voix de son Premier ministre, a confirmé que celle-ci ne pourrait être envisagée que si l'épidémie était sous contrôle chez le voisin américain. Au **Venezuela**, une campagne de vaccination massive contre le coronavirus sera lancée entre décembre et janvier grâce à des vaccins fournis par la Russie et la Chine, a affirmé le président vénézuélien Nicolas Maduro. Ce dernier a précisé que cette vaccination débiterait en "priorité" auprès des personnes déjà atteintes d'autres maladies, des adultes majeurs ou encore auprès des enseignants, médecins et personnels soignants. En **Tunisie**, le ministre de la Santé a qualifié la situation épidémique du pays comme « critique » ce mercredi : 80 % des lits en soins intensifs (145 sur les 181 que compte le pays) sont désormais occupés alors que le nombre de nouvelles contaminations augmente de manière préoccupante. Cette annonce intervient après que le Gouvernement a enjoint tous les gouverneurs à décréter un couvre-feu dans leur région à partir de ce mardi (un couvre-feu ayant déjà été réinstauré pour le Grand Tunis le 08/10 pour une durée initiale de deux semaines), dans l'optique de ralentir la progression épidémique.

BILAN EPIDEMIOLOGIQUE en Europe (UE/EEE ET RU)¹

Total cas confirmés : 5 171 961 (+130 381 en 24h)
Total décès : 203 423 (+ 1361 en 24h)

Avec plus de 8 000 morts recensés en sept jours, l'Europe connaît son plus lourd bilan sur une semaine depuis la mi-mai et de nombreux pays tentent de se protéger en multipliant les mesures sanitaires.

En **République tchèque**, 1^{er} pays touché dans l'UE (taux d'incidence de 975,8) le gouvernement a annoncé des restrictions aux déplacements des personnes ainsi que la fermeture de magasins et de services pour intensifier la bataille contre le Covid-19. "*Le gouvernement va (...) limiter les déplacements et les contacts avec d'autres personnes (...) à l'exception des sorties pour le travail, les courses et les visites chez le médecin*", a indiqué le ministre de la Santé, Roman Prymula, à la presse.

6. MEDIAS

➤ RÉSEAUX SOCIAUX

Sur 24h, on comptabilise **175 K interactions** sur Twitter, un **chiffre en baisse** par rapport à hier (**191,7 K** tweets). Pour autant, un tweet du compte [Médiavenir](#) (relayant une information de [RTL](#)) bénéficie d'une **viralité très importante** depuis ce matin avec **9,5 K RT et 10,8 K J'aime** en seulement quelques heures : "*Le [#CouvreFeu](#) pourrait être avancé à 19h, selon un poids lourd du gouvernement. Un ministre pense même qu'il va être généralisé à toute la [#France](#) afin de lutter contre la [#COVID19](#). (RTL)*". Malgré ce post viral, les interactions autour de la thématique Covid-19 demeurent faibles et peinent toujours à égaler les discussions relatives à l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine et ses suites.

➤ SITUATION SANITAIRE

Hôpitaux/urgences

- Le nombre de cas en réanimation ne cesse d'augmenter dans l'Hexagone. Pour y faire face, les cliniques et hôpitaux privés sont appelés en renfort. Cela correspond aujourd'hui à 30%

¹ Source : ECDC, données du 21/10/20

des lits de réanimation dans le privé qui sont occupés par des patients covid, c'est-à-dire autant qu'à l'hôpital public à l'échelle nationale. [LCI](#)

- "Les Covid représentent aujourd'hui 10 à 15 patients par jour", un chiffre qui a doublé en une semaine. "Si on fait des secteurs dédiés, une unité va avoir 10, 15 patients et l'autre va se bouffer tout le travail", explique à l'[AFP](#) le Dr Eric Revue, chef du service des urgences de Lariboisière. "Tout patient hospitalisé est suspecté de Covid jusqu'à preuve du contraire", souligne le médecin, ajoutant que cette devise entraîne des contraintes supplémentaires, comme l'isolement des patients et la protection du personnel.

➤ MESURES ET ORGANISATION

Etat d'urgence sanitaire

- L'exécutif envisage de proroger l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 16 février 2021 inclus pour faire face aux conséquences de l'épidémie de coronavirus, a annoncé le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal après la présentation d'un projet de loi en Conseil des ministres. Le gouvernement entend aussi pouvoir appliquer des mesures de restrictions de circulation, de rassemblements ou d'ouvertures des établissements au moins jusqu'au 1er avril 2021, sur tout ou partie du territoire et en fonction de la situation épidémique, selon le même texte. [AFP](#)

Hypothèse de reconfinement

- Professeur de virologie au CHU de Lyon et membre du Conseil scientifique, Bruno Lina considère que la France détient les outils pour essayer de contrôler la circulation du virus et éviter un reconfinement. Il insiste sur le fait que les mesures ne sont pas seulement prises pour bloquer le virus, mais aussi pour faire face aux conséquences. [RTL](#)

- Martin Blachier, médecin de santé publique, épidémiologiste, affirme sur [France Info](#) que "La problématique du couvre-feu devient presque désuète. Aujourd'hui, il faut aller jusqu'à des scénarios de reconfinement." Il ajoute, au sujet d'un potentiel reconfinement : "Un reconfinement de deux semaines de la population vulnérable s'avère aussi efficace en termes de réanimation et de mortalité qu'un confinement général".

Couvre-feu

- "Le gouvernement inquiet, un renforcement du couvre-feu envisagé" titre [RTL](#) qui rapporte au sujet de l'exécutif "qu'en privé, ils sont nombreux à alerter et à prévenir que ça ne sera pas suffisant. "Il suffit de quelques irresponsables pour que ça échoue", se lamente un poids lourd du gouvernement, qui prédit déjà un couvre-feu avancé à 19 heures. Un autre ministre pense qu'il sera très vite généralisé à toute la France."

- Selon le journaliste politique [Renaud Pila](#) (LCI) sur Twitter, une quinzaine de départements pourrait passer en zone couvre-feu en fin de semaine. (112 RT et 168 J'aime)

- [LCI](#) offre un panorama des différentes spéculations autour des nouvelles mesures qui pourraient être annoncées dans les jours à venir. Le journal explique ainsi que pour éviter un reconfinement général, l'exécutif pourrait élargir la durée du couvre-feu (il débutait à 17h en Guyane par exemple), contraindre les entreprises au télétravail ou bien confiner les personnes par tranches d'âge.

Plusieurs **médias de la PQR** indiquent que la situation continue de se dégrader dans certains territoires et que cette mesure pourrait s'appliquer ou non dans d'autres zones comme dans les grandes villes voir des départements.

- Selon [France 3 Grand Est](#), le préfet de la Marne, Pierre N'Gahane ne se montre pas très optimiste quant à la possibilité d'échapper à une mesure de couvre-feu dans le département. La Marne "*pourrait basculer en zone de couvre-feu dès la fin de la semaine prochaine*" prévient le préfet. "*On y va tout droit*".

- La circulation du virus du covid-19 s'accélère encore dans le Loiret, et particulièrement dans la métropole d'Orléans, selon le dernier bilan, publié ce mardi, par l'ARS. Pour le préfet Pierre Pouëssel, « *si les indicateurs continuent à être orientés à la hausse, ce sera le couvre-feu* ». [France Bleu](#)

- "*Un couvre-feu n'est pas à l'étude pour l'instant*" à Strasbourg, selon la préfète du Bas-Rhin, Josiane Chevalier. Concernant le marché de Noël de Strasbourg, la préfecture prendra sa décision à la fin du mois. "*Nous avons bien conscience que si une décision défavorable était prise, cela aurait des conséquences économiques*", souligne la préfète, qui évoque des compensations financières possibles. [France Bleu](#)

- Jean Castex tiendra jeudi à 17h00 une conférence de presse sur "*l'application des mesures pour lutter contre*" l'épidémie du Covid-19 a indiqué Matignon ce midi. Ce discours donnera également le nom des départements qui devraient "*basculer en alerte maximale et donc sous couvre-feu pour un certain nombre d'entre eux*". [AFP](#)

Masques

- Au sujet du retrait des masques DIM potentiellement "toxiques" et distribués dans différents ministères (information révélée hier par [France Info](#)), [Le Parisien](#) a pu consulter une note de la direction générale de la gendarmerie nationale datée du 16 octobre qui demande à ses services la « suspension, à titre provisoire, de l'utilisation des masques de protection de marque DIM » et « d'en arrêter la diffusion ». Cette note précise que « le ministère de l'Intérieur a ainsi saisi les autorités de santé compétentes ainsi que l'ensemble des services concernés pour obtenir des éléments de clarification sur la dangerosité potentielle des masques DIM ».

- Startups et géants de la tech veulent intégrer de l'intelligence dans les masques de protection qui sont devenus incontournables dans notre vie quotidienne. Par exemple, pour surveiller leur niveau d'usure : une puce RFID compte le nombre de lavages et vous prévient quand le masque doit être changé. D'autres travaillent sur des fonctionnalités comme l'analyse de la qualité de l'air. Ou encore un système de traduction instantanée : parlez en français, le masque retranscrit en japonais ! Autre exemple : des masques qui servent aussi de casque audio. Ou encore ce prototype qu'on peut désinfecter, non pas en le passant à la machine, mais en le branchant au chargeur de votre smartphone. [BFMTV](#)

➤ MESURES SANITAIRES

Vaccins

- Quelques 38 000 volontaires font maintenant partie d'un programme mondial qui porte le nom de « 1daysooner ». Ils sont prêts à tester un vaccin expérimental contre le Covid-19 et même à se faire contaminer par le virus pour faire avancer la recherche. Si en Outre-Manche et outre-Atlantique les autorités ne se sont pas encore prononcées, en France, le conseil scientifique a émis un avis défavorable, au motif qu'il n'est pas pertinent d'inoculer un virus à

des volontaires tant qu'il n'existe pas d'antidote efficace. [Le Parisien](#) a interrogé des volontaires français, qui se disent quant à eux, enthousiastes et le faisant "pour la science".

- Interrogé par [Le Parisien](#), le Pr Jean-Daniel Lelièvre reste optimiste : d'après lui, on peut encore espérer disposer d'un vaccin contre le Covid-19 au premier trimestre de 2021. Mais tout le monde ne pourra sans doute pas être vacciné, explique le chef du service immunologie clinique et maladies infectieuses à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil. Une fois qu'un vaccin sera disponible, explique-t-il, il faudra « définir des priorités de vaccination ».

- Cependant certains s'interrogent sur l'accueil d'un vaccin dans une population déjà méfiante et souvent réfractaire à ce type de soins. Dans une étude internationale parue mardi dans la revue [Nature Medicine](#), 14 % des personnes interrogées répondent qu'elles refuseraient de se faire vacciner contre le coronavirus, et autant se montrent hésitantes. La principale cause de cette méfiance serait "fortement lié à un manque de confiance dans le gouvernement", commente l'un des coordinateurs de l'étude, Jeffrey V. Lazarus, chercheur à l'Institut de santé mondiale de Barcelone. [France Info](#)

Tests antigéniques

- Le tarif du test antigénique de dépistage a été fixé pour les libéraux : il sera de 34€ pour les pharmaciens, qui devront se fournir eux-mêmes le test, tandis que les médecins généralistes et autres spécialistes feront payer 46 € la consultation et le test leur sera fourni. [Les Echos](#)

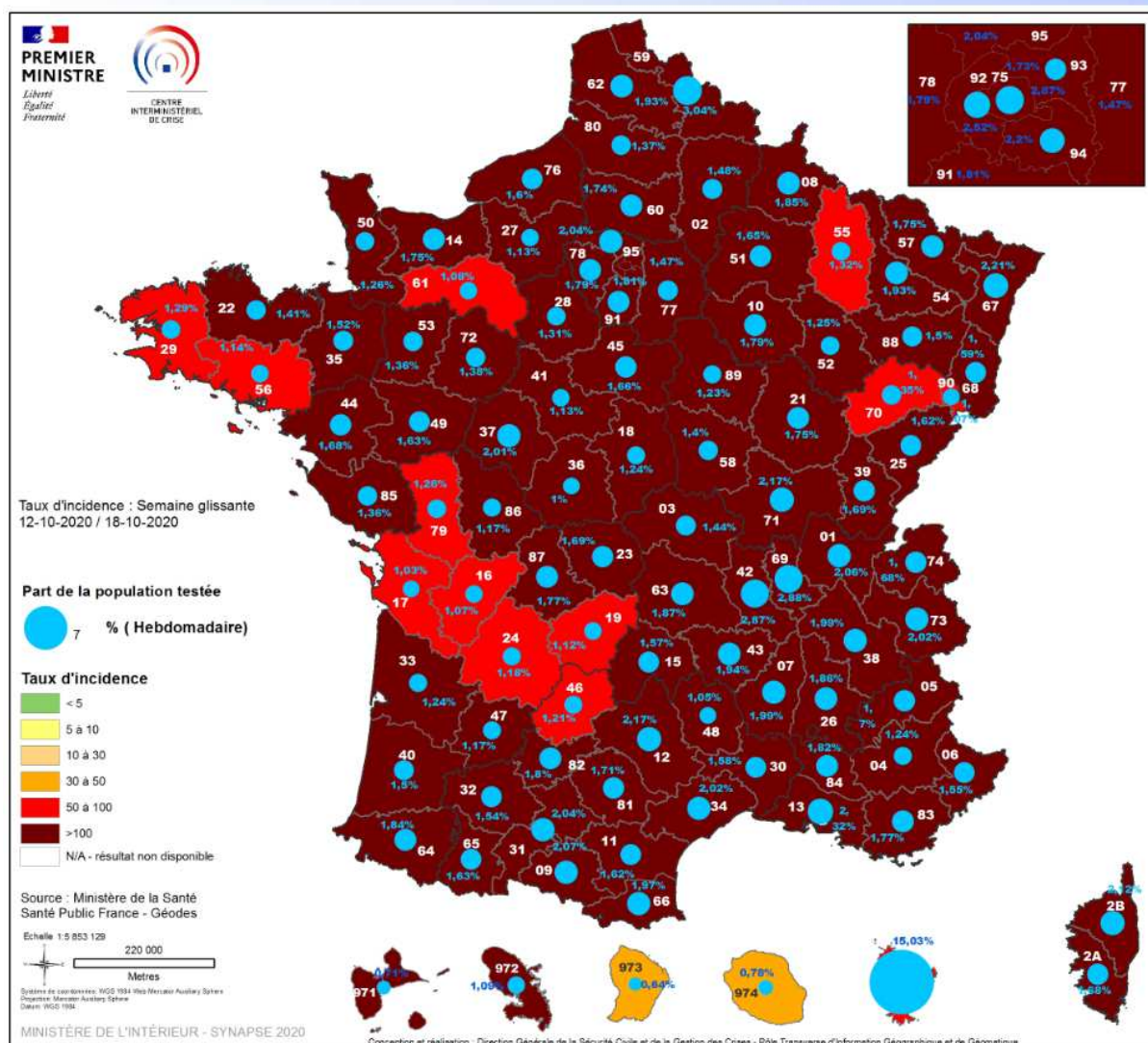
- Des tests antigéniques avec résultat en 15 minutes dans les aéroports : c'est ce qu'a annoncé Jean-Baptiste Djebbari, ministre chargé des Transports. Ces tests, obligatoires dès la fin du mois, seront réalisés avant le décollage "vers des pays comme les Etats-Unis ou l'Italie" et "à l'arrivée depuis les pays en zone rouge." Les plateformes de Nice et de Roissy-Charles-de-Gaulle sont concernées par cette mesure. [Nice-Matin](#)

- Le président LREM de l'Assemblée nationale, **Richard Ferrand**, a dit "**souhaiter**" un **report des élections régionales** prévues en mars, estimant qu'il sera impossible de faire campagne correctement en raison de l'épidémie : "On avait dit que puisque on peut aller acheter sa baguette de pain on peut donc aller voter. Certes. Sauf qu'une élection ce n'est pas que le jour du scrutin : c'est une campagne électorale, du porte à porte, des réunions publiques, des débats. **Tout cela est impossible aujourd'hui et le sera très vraisemblablement dans les mois qui viennent.**" [AFP](#)

ANNEXE 1 – Taux d'incidence/ bilan des tests réalisés

COVID19 - Taux d'incidence - bilan des tests réalisés

Date d'édition : 21 octobre 2020
19h50



ANNEXE 2 – Nombre d'admission hospitalières

COVID19 - Variation hebdomadaire du nombre d'admissions hospitalières COVID - 19/10/2020

Date d'édition : 20 octobre 2020
10h51

